



Quel avenir pour l'Europe après la victoire du «Brexit»?

Par [Ariel Noyola Rodríguez](#)
Mondialisation.ca, 30 juin 2016
[rt..com](#) 28 juin 2016

Région : [L'Europe](#)
Thème: [Économie](#)

Quel avenir pour l'Europe après la victoire du «Brexit»?

Ariel Noyola Rodríguez*

Après la victoire du «Brexit» au référendum du 23 juin dernier, l'économie mondiale est entrée dans une période de grande instabilité : des milliards de dollars se sont évaporés des bourses principales en quelques heures. De ce fait, les risques de voir exploser une nouvelle crise bancaire en Europe se sont multipliés. Selon Ariel Noyola, l'effondrement rapide du projet d'intégration européenne paraît assez peu probable. En effet, même si plusieurs pays ont appelé à organiser des référendums pour sortir de l'Union européenne, la majorité des nations d'Europe continentale fait en plus partie de la zone euro, et jusqu'à maintenant, à l'exception des partis d'extrême droite, il n'existe pas de force politique prête à abandonner la monnaie unique.

Alors que les principaux organismes de sondage ont rapporté pendant plusieurs semaines que les britanniques étaient convaincus qu'ils allaient rester dans l'Union européenne, la sortie du Royaume-Uni (le «Brexit») s'est finalement imposé lors du référendum du 23 juin dernier par une marge de presque quatre points : 51,9% en faveur contre 48,1% contre.

A la surprise générale, le Premier Ministre David Cameron a annoncé sa démission quelques instants plus tard. La livre sterling a atteint son plus bas niveau depuis 1985 et les principales places boursières se sont effondrées. Les marchés de valeurs, autant dans la région Asie-Pacifique que sur le continent européen, ont baissé d'entre 6 à 10%. En définitive, la sortie imminente du Royaume-Uni de l'Union européenne a ouvert une perspective de grande incertitude dans un moment d'extrême vulnérabilité pour l'économie mondiale.

Instabilité financière à l'échelle mondiale.

Début juin, la Banque Mondiale a de nouveau réduit ses prévisions de croissance de l'économie mondiale pour l'année 2016, de 2,9 à 2,4%[\[1\]](#). Le Fonds Monétaire International (FMI), a quant à lui récemment signalé que le nationalisme économique pouvait saper la libre circulation des flux de commerce et d'investissement entre les pays, alors que la Banque des Règlements Internationaux (en anglais BIS) surveille à la loupe les risques sous-jacents de nouvelle «guerre des devises».

Cela signifie que la coopération monétaire internationale se trouve actuellement opposée à l'un de ses plus grands défis, et de ce fait, face au danger que les marchés du crédit ne se contractent d'un moment à l'autre, la Banque Centrale Européenne (BCE), présidée par Mario Draghi, et la Banque d'Angleterre, présidée par Mark Carney sont montées au créneau

pour signifier clairement qu'ils utiliseraient tous les moyens possibles pour garantir la stabilité financière[2].

Au cours de la journée, mais surtout après les premiers signes de victoire du «Brexit» dans les urnes, la BCE est intervenue violemment sur le marché de la dette souveraine pour éviter une escalade des primes de risque des obligations des économies de la périphérie : Grèce, Espagne, Italie, Portugal, etc. Pendant ce temps, la Banque d'Angleterre avait déjà préparé une puissante batterie de 250 milliards de livres sterling pour défendre le taux de change face aux attaques des spéculateurs.

Le Système de la Réserve Fédérale (FED), quant à lui, sous le mandat de Janet Yellen, a lancé une série de lignes de crédit («swap») pour fournir des liquidités supplémentaires avec d'autres banques centrales du Groupe des 7 (G-7, composé de l'Allemagne, du Canada des Etats-Unis, de la France, de l'Italie, du Japon et du Royaume-Uni) au cas où la volatilité des marchés financiers deviendrait incontrôlable.

Cependant, les plans d'anticipation des imprévus des autorités monétaires n'ont pas été suffisants. Les bourses mondiales ont enregistré des pertes de 2 trillion de dollars en moins de 24 heures[3]. De plus, il convient de signaler que la débâcle de la livre sterling a précipité la fuite massive de capitaux de portefeuille de la bourse de Londres, qui se sont immédiatement réfugiés à Wall Street. Face à l'instabilité financière, les investisseurs en bourse recherchent la sécurité dans des instruments financiers plus sûrs, principalement dans le dollar et des métaux précieux qui servent de réserve de valeur, comme par exemple l'or et l'argent.

Toutefois, l'achat massif de dollars n'a fait qu'approfondir la débâcle des prix du reste des matières premières («commodities»), déjà très bas en comparaison avec les années avant 2009. Par exemple, les prix internationaux de référence du pétrole, le West Texas Intermediate (WTI) et le Brent, qui étaient en bonne course pendant les mois d'avril et mai, ont de nouveau chuté.

Les prix des hydrocarbures sont maintenant en dessous de 50 dollars le baril, situation qui aggrave la déflation (chute des prix) et qui, combinée avec les tendances de faible croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) et l'effondrement des bénéfices du secteur financier, augmente de façon exponentielle les risques de voir éclater une nouvelle crise bancaire en Europe.

Le «Brexit» n'implique pas forcément la fin de l'intégration européenne

Le vote en faveur du «Brexit» a fait ressortir l'énorme rejet de l'intégration européenne. La politique économique appliquée au Royaume-Uni a principalement suivi le même schéma que le reste des pays d'Europe continentale : libéralisation accrue du commerce de biens et services, dérégulation du secteur financier, et une politique en matière d'emploi qui fait stagner l'augmentation des rémunérations salariales et qui tend à supprimer les prestations sociales des travailleurs.

Il est clair que le rêve d'une Europe démocratique sociale et solidaire n'est qu'un fantasme. L'Etat-Providence, celui qui s'est construit après la Seconde Guerre mondiale est aujourd'hui quasiment démantelé. La qualité d'une démocratie ne peut pas être uniquement évaluée par l'organisation d'un référendum et par le respect de ses résultats de la part du gouvernement. La démocratie signifie surtout la participation directe aux principales

décisions qui concernent une société, autant dans le domaine économique que politique.

C'est là où se trouvent les principaux défauts de la construction européenne : le modèle du projet d'intégration est devenu un sujet réservé aux élites des affaires. Les grandes entreprises ont été les principales bénéficiaires du lancement d'un «marché commun», ce sont elles qui insistent pour ratifier le plus rapidement possible le Partenariat Transatlantique de Commerce et d'Investissement (en anglais, TTIP) promu par le Gouvernement des Etats-Unis, elles aussi qui promeuvent l'offensive de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN).

Il est plus que certain que l'Europe a besoin d'une refondation institutionnelle urgente. De fait, après la victoire du «Brexit», plusieurs pays ont proposé l'organisation de référendums pour quitter l'Union européenne; cependant, il ne faut pas oublier que la majorité des pays d'Europe continentale font aussi partie de la zone euro (ce n'est pas le cas du Royaume-Uni, qui a toujours refusé d'adopter la monnaie unique).

Et jusqu'à maintenant, les forces progressistes européennes n'ont pas proposé l'abandon de l'euro. Rappelons par exemple le cas de la Grèce en 2015 : avec un gouvernement de gauche, la *troika* (composée de la Banque Centrale Européenne, de la Commission européenne et du Fonds Monétaire International) a refusé toutes les propositions du programme économique de Syriza[4]. Et bien que le gouvernement grec ait organisé un référendum pour refuser les conditions léonines du troisième plan de sauvetage, l'austérité fiscale s'est finalement réimposée.

Le Premier Ministre, Alexis Tsipras, s'est toujours montré réticent à ce que la Grèce quitte la zone euro (en d'autres termes le «Grexit»), et jusqu'à maintenant, il a toujours été impossible de mettre en marche un politique économique alternative, et en même temps de respecter les exigences de la *troika*[5]. Selon moi, le grand drame que connaît actuellement l'Europe consiste en ce que ceux qui proposent la sortie de l'euro, et ensuite de l'Union européenne, sont dirigeants politiques d'extrême droite, qui utilisent la rhétorique xénophobe pour détourner l'attention portée aux vraies causes de la crise, et qui disons-le clairement, n'ont aucune intention d'aboutir à la renaissance de l'Europe...

Ariel Noyola Rodríguez

Article original en espagnol :



¿Qué vendrá para Europa tras el triunfo del 'Brexit'?

Traduction : Jean-François Rey.

[1] «Global growth downgraded to 2.4% — World Bank», *Financial Times*, June 7, 2016.

[2] «Carney Pledges \$345 Billion to Fund First Line of Brexit Defense», Scott Hamilton, *Bloomberg*,

June 24, 2016.

[3] «[Brexit panic wipes \\$2 trillion off world markets – as it happened](#)», Graeme Wearden & Nick Fletcher, *The Guardian*, June 24, 2016.

[4] « [La Troïka tente d'asphyxier la Grèce quoi qu'il en coûte](#) », par Ariel Noyola Rodríguez, Traduction Jean-François Rey, Russia Today (Russie), *Réseau Voltaire*, 28 juin 2015.

[5] « [La Grèce est-elle sur le point d'abandonner l'euro ?](#) », par Ariel Noyola Rodríguez, Traduction JJ, Russia Today (Russie), *Réseau Voltaire*, 19 juin 2015.

Ariel Noyola Rodríguez : *Economiste diplômé de l'Université Nationale Autonome du Mexique (UNAM).*

La source originale de cet article est [rt.com](#)
Copyright © [Ariel Noyola Rodríguez](#), [rt.com](#), 2016

Articles Par : **[Ariel Noyola Rodríguez](#)**

A propos :

Ariel Noyola Rodríguez is an economist graduated from the National Autonomous University of Mexico (UNAM). Involved in the Centre for Research on Globalization, Global Research, based in Canada. His reports on World Economy are published in the weekly magazine *Contralínea* and his opinion columns in the international news chain Russia Today. The Journalists Club of Mexico awarded him the National Journalism Prize in the category of Best Economic and Financial Analysis for his pieces issued in the Voltaire Network during 2015. He can be reached at noyolara@gmail.com. Twitter: [@noyola_ariel](#).

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif.

Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca